



Bulletin de la section de la **LOZERE**

Espace Jean Jaurès
Rue Charles Morel - 48000 MENDE

☎ 04.66.65.18.93

E-mail : 48@unsa-education.org

Septembre 2011



Communiqué commun du 7 juin 2011

Grève et manif le 27 septembre ...

« Depuis 4 ans, le Ministère de l'Éducation Nationale a supprimé plus de 52 000 postes.

Le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux met l'École Publique à genoux, ne lui permettant plus d'assurer ses missions de Service Public. Ce dogme ne permet plus aux Personnels d'exercer leur métier avec sérénité et professionnalisme.

Les Personnels de l'Éducation, les parents et les jeunes se sont mobilisés régulièrement au cours de cette année pour dénoncer les 16 000 nouvelles suppressions de postes effectives à la prochaine rentrée scolaire alors même que plus de 60 000 élèves supplémentaires sont attendus.

Ces suppressions associées au manque d'ambition éducative dégradent encore plus les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels.

Dans ce contexte, la campagne publicitaire sur les recrutements lancée par le Ministre de l'Éducation Nationale sonne comme une provocation d'autant que la préparation du prochain budget prévoit de nouvelles suppressions d'emplois et n'affiche d'autre objectif pour le système éducatif que la recherche d'économies.

Si le Gouvernement cherche à tromper l'opinion en affirmant sans cesse, comme si cela pouvait convaincre, que l'on peut faire « plus avec moins », la France reste un des pays qui investit le moins dans son éducation et donc dans l'avenir.

En plus de la question fondamentale des postes, la politique éducative, l'avalanche de mesures inadaptées, incohérentes et précipitées maintiennent un système éducatif inégalitaire qui ne permet pas de lutter réellement contre l'échec scolaire.

La nécessité d'une toute autre politique éducative passe aussi par un budget plus volontaire. Pour cela, les organisations FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, **UNSA Éducation** appellent les personnels de l'Éducation Nationale et de l'enseignement agricole public à se mettre en grève le 27 septembre prochain. Elles exigent l'arrêt des suppressions d'emplois, une autre logique pour le prochain budget et une transformation démocratique du système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves.

Aujourd'hui plus que jamais, notre pays a besoin d'un système éducatif qui s'attaque réellement aux inégalités scolaires et traite la situation des élèves en grande difficulté. D'autres choix pour la réussite de tous les jeunes sont nécessaires afin que l'École remplisse les objectifs d'une École démocratique, ambitieuse et émancipatrice. »

Sommaire

Page 2 : Déclaration de l'**UNSA Education** au CTPD du 8 septembre

Page 3 : Compte-rendu du CTPD du 8 septembre

Page 4 : Vie syndicale (communiqués)

En **Lozère**, les modalités pratiques ont été définies lors de l'intersyndicale du 8 septembre. Les organisations signataires appellent à un

**Manifestation le 27 septembre
à MENDE, à 11h00
Rassemblement Place Urbain V**

Déclaration au CTPD du 8 septembre

Au préalable, l'**UNSA Education** a regretté l'absence d'Inspecteur d'Académie (la réunion a été présidée par le Secrétaire Général de l'Inspection Académique), en insistant sur les difficultés de cette rentrée scolaire et en soulignant que c'était certainement la première fois en **Lozère** qu'un Inspecteur d'Académie « n'assumait pas jusqu'au bout » la rentrée scolaire qu'il avait préparée !



« En cette rentrée 2011, ce n'est pas de gaieté de cœur que les Personnels ont repris le chemin de leurs écoles, de leurs établissements ou de leurs services.

Cette dernière année scolaire du quinquennat s'annonce en effet particulièrement éprouvante pour eux. Elle le sera aussi pour les élèves qui vivent, année après année, une dégradation mesurable de leurs conditions de scolarisation.

Les effets cumulatifs de quatre années de suppressions d'emplois à gros goulot, de modifications structurelles imposées, de réformes rétrogrades ou non abouties, de caporalisme malvenu affaiblissent notre École. Alors même que la crise qui s'enkyste exige de penser l'avenir, d'investir dans l'Éducation, notre pays la considère comme un fardeau.

Ainsi, depuis quatre ans, le tableau Excel des gestionnaires s'est substitué au tableau noir des pédagogues. Les Personnels ne se retrouvent pas dans une conception où tout se mesure à l'aune des économies. Le sens de leur métier leur échappe. Usés et désabusés, ils se sentent déconsidérés et cela d'autant plus que leurs conditions de rémunération ne tiennent pas les comparaisons internationales.

Ils se refusent à entrer dans un modèle en construction qui a pour objectif de changer la nature même de l'École. Un modèle où la concurrence, la performance, le management seraient les maîtres mots d'un

système éducatif concurrentiel dans lequel l'éducation deviendrait un bien de consommation comme le montrent le développement des cours particuliers qui n'ont jamais été aussi florissants, et la scolarisation privée payante des enfants de deux ans qui vient d'apparaître dans l'académie de Lille.

Dans le même temps, ils perçoivent les limites d'un modèle républicain qui ne tient plus ses promesses et qui n'est plus en capacité d'offrir à chaque élève les voies de son épanouissement personnel et professionnel. Alors que, plongé dans l'angoisse de la crise économique et sociale, chacun veut le mieux pour ses enfants, l'École de la République peine à convaincre qu'elle est la solution.

Pour l'**UNSA Education**, notre système éducatif est à la croisée des chemins. L'Éducation est un droit. Il doit être garanti par l'État et relève d'une mission de Service Public. Il faut tout à la fois faire cesser l'hémorragie des emplois et refonder l'École de la République.

Ce n'est pas le choix fait par ce Gouvernement.

En effet, l'agence AEF a récemment confirmé que comme c'était prévu en juin (déclaration de *François BAROIN*) 14 000 emplois seraient supprimés à la rentrée 2012 dans l'Éducation Nationale. Cela représente notamment 12 250 suppressions d'emplois d'enseignants publics et 400 d'emplois administratifs, alors même que certains services ou établissements sont en situation de rupture.

Le 21 juin dernier, le Président de la République affirmait pourtant vouloir "sanctuariser l'école primaire" et s'engageait à ce que le nombre de fermetures de classes n'excède pas celui des ouvertures à la rentrée 2012. Pourtant, 5 700 disparitions d'emplois sont bien programmées.

Cela se ferait notamment au détriment de l'enseignement spécialisé, donc des élèves en situation de handicap ou en difficultés scolaires lourdes. Dans les collèges et les lycées, les suppressions prévues aggraveraient des tensions déjà insupportables.

Dans le 1er comme dans le 2nd Degré, 1600 suppressions concerneraient les supports permettant aux étudiants de M2 d'accomplir leur stage en responsabilité qui sera réduit de six à trois semaines.

C'est un pas supplémentaire dans la disparition du peu de formation en situation et l'aggravation de la mastérisation catastrophique voulue par *Xavier DARCOS* et fidèlement mise en œuvre par *Luc CHATEL*. De même, en dépit des discours officiels sur l'apprentissage des langues étrangères, 1200 postes d'assistants de langue devraient disparaître.

Une nouvelle fois, les choix budgétaires correspondent à un transfert masqué de moyens budgétaires au bénéfice de l'enseignement privé. 9 suppressions d'emplois d'enseignants sur 10 toucheront l'enseignement public. Scolarisant 16,9% des élèves, l'enseignement privé ne sera touché que par moins de 11% des suppressions. Cela représente, en ne tenant même pas compte des publics accueillis, un détournement de 747 emplois de l'enseignement public vers l'enseignement privé.

Dans ce contexte, la fédération **UNSA Éducation** renouvelle son appel à une mobilisation massive des Personnels pour défendre et promouvoir le Service Public laïque d'éducation dans le cadre de l'action unitaire interfédérale du 27 septembre prochain, pour exiger l'arrêt des suppressions d'emplois, une autre logique pour le prochain budget et une transformation démocratique du système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves. »

Compte-rendu du CTPD du 8 septembre

En l'absence d'Inspecteur d'Académie, la séance a été présidée par Mr le Secrétaire Général.

Après la présentation des nouveaux membres, les organisations syndicales ont lu deux déclarations (voir ci-contre celle de l'**UNSA Education**).

Le compte-rendu de la réunion du 4 avril 2011 ayant été adopté après une remarque de l'**UNSA Education**, l'Administration a présenté les situations à examiner et a annoncé les mesures d'ajustements.

Sur la commune des Monts Verts, où des inquiétudes existaient suite à la fermeture du site de Berc, l'école du Bacon a accueilli 9 élèves à la rentrée.

Tout en se félicitant de cette situation, l'**UNSA Education** a fait remarquer que le nombre d'élèves attendus était de 13 ...

L'Administration a ensuite évoqué les situations des écoles de Mende Fontanilles Élémentaire et de St Etienne Vallée Française. Les effectifs sont très légèrement supérieurs à la prévision dans le premier cas, en augmentation dans le second (44 inscrits au lieu de 38 prévus).

La troisième classe de ces deux écoles est donc « provisoirement ouverte », mais selon une procédure pour le moins étonnante car ce sont, pour l'instant (?) des Titulaires Remplaçants qui assurent la classe ...

L'**UNSA Education** a dénoncé le manque de transparence de ces mesures provisoires, qui vont priver le département de moyens en remplacement, alors que la situation est déjà extrêmement tendue, plusieurs Titulaires Remplaçants (NDLR : 2 TR ZIL et 1 TR BD) étant « bloqués sur des supports encore vacants (poste fractionné Chirac / Le Monastier / Montrodat, Le Pont de Montvert et St Michel de Dèze) et les 3 postes de TR BD vacants (2 rattachés à Florac et 1 au Bleymard) n'étant toujours pas pourvus !

L'**UNSA Education** s'est aussi interrogée sur la cohérence de la décision concernant Fontanilles, regrettant une nouvelle fois la décision de fermeture prise lors de la carte scolaire. Cette procédure ont certainement découragés et démotivés des parents d'élèves.

Les représentants du Personnel ont demandé des ouvertures au Chastel Nouvel (4ème classe) et à St Bauzile / Rouffiac (6ème classe).

Une nouvelle fois, l'**UNSA Education** a qualifié la fermeture de la 4ème classe du Chastel d'erreur de la part de l'Administration.

A la demande des organisations syndicales, plusieurs questions diverses ont été traitées en fin de séance :

➤ point sur le recrutement des CUI, AED AVS-I Assistants d'Education (voir ci-contre). Concernant les Assistants de scolarisation, l'Administration a précisé qu'il s'agissait de contrats de 3 ans (renouvelables 1 fois) avec une durée de travail de 35 heures;

➤ calendrier dérogatoire : les représentants du Personnel ont regretté la décision du Recteur, qui a refusé de valider la proposition départementale prévoyant les ponts des 1^{er} et 8 mai, ignorant ainsi les répercussions que cela aurait sur les établissements du 2nd Degré en particulier (absentéisme important, organisation des transports

➤ plan de formation 1^{er} Degré : le Plan Départemental de Formation (PDF) devrait parvenir aux écoles le 14 septembre. Le serveur devrait ouvrir le 18 septembre prochain, et jusqu'au 27 septembre. Quelques précisions ont été apportées sur les stages prévus durant le 1^{er} trimestre (la plupart à public désigné ou ciblé), avec les incertitudes fortes qui planent sur le fonctionnement du remplacement ... ! Il devrait y avoir 4 à 6 stagiaires par session ...

➤ élections professionnelles : le calendrier des opérations a été distribué en séance. L'**UNSA Education** a rappelé à l'Administration que de nouvelles contraintes, d'ordre technique notamment, avaient été fixées et que la date butoir du 13 septembre était à respecter absolument !

Situation des CUI - AED - AVS-I et Assistants d'Education au 08/09/11

► CUI Aide à la Direction d'Ecole :

Nbre d'ETP au 08/09 : 12
Nbre de recrutements : 12

► CUI 2nd Degré :

Nbre d'ETP au 08/09 : 25
Nbre de recrutements : 5

► CUI Handicap :

Nbre d'ETP au 08/09 : 24
Nbre de recrutements : 24

► AED 2nd Degré et AVSCO :

Nbre d'ETP au 08/09 : 74
Nbre de recrutements : 74

► Educateurs d'Internat :

Nbre d'ETP au 08/09 : 10
Nbre de recrutements : 10

► AVS-i :

Nbre d'ETP au 08/09 : 13,6
Nbre de recrutements : 14

► Assistants de Scolarisation :

Nbre d'ETP au 08/09 : 5
Nbre de recrutements : 1



Vie syndicale ... la page UNSA

Intersyndicale et journée d'action du 11 octobre 2011 (communiqué)

« Le Gouvernement a annoncé le 24 août des mesures censées réduire « le déficit de la France ». Les organisations syndicales CGT, CFDT, **UNSA**, FSU, Solidaires en dénoncent le caractère injuste et inéquitable.

La facture est principalement supportée par les salariés et les consommateurs.

Le Gouvernement ne remet pas en cause les niches fiscales dont on sait qu'elles n'ont aucune efficacité économique et sociale. La contribution des plus hauts revenus reste symbolique et n'est pas de nature à réduire les inégalités.

Pour relancer la croissance, en respectant les impératifs de développement durable, réduire les inégalités et maîtriser les déficits, une politique visant une autre répartition des richesses et favorisant le développement économique et social est incontournable.

Cela suppose des réformes structurelles importantes comme une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

Cela appelle aussi des mesures urgentes :

► Abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises.

► Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières.

► Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique.

► Soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et rouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

Les organisations syndicales estiment indispensable l'intervention des salariés pour peser sur le Gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir.

Elles décident d'une journée nationale d'action interprofessionnelle le mardi 11 octobre 2011.

Partout, le débat sur le contexte, les enjeux et les modalités (manifestations, rassemblements, arrêts de travail, etc.) est nécessaire pour construire cette journée.

Les organisations se retrouveront le 15 septembre 2011. »

Scandale à la RATP, l'UNSA-RATP exige la justice (communiqué)

« Suite aux divers articles et reportages sur les possibles malversations d'un individu surnommé le « Roi », **l'UNSA-RATP** prend l'initiative et communique auprès de l'ensemble des salariés de la RATP, ainsi qu'auprès des médias, afin d'éclaircir définitivement notre position et de rétablir certaines vérités.

Le « Roi » a été purement et simplement radié de notre syndicat et ce, depuis le 4 janvier 2011, suite à une procédure initiée en octobre 2010.

Son syndicat l'**UNSA-COMMERCIAL** a été exclu, ainsi que tous les fidèles collaborateurs qui le composaient.

Ce syndicat avait pour champ d'activités principal, le département SEM, à savoir le personnel commercial. Les motifs de cette radiation (désaffiliation) sont d'ordres politiques, syndicaux et comportementaux en collectivité.

Malgré l'ensemble des conséquences syndicales envisageables, cette décision a été prise sans hésitation. **L'UNSA-RATP** estime que grâce à cet acte réfléchi et déterminé, l'omerta qui régnait sur ce secteur de l'Entreprise commence à se fissurer.

L'UNSA-RATP mettra tout en œuvre pour qu'éclate la vérité. Nous condamnons fermement ces agissements, s'ils sont prouvés.

Nous souhaitons, si tel était le cas, que les condamnations envers les différents responsables, soient exemplaires tant au niveau de l'Entreprise que de la justice.

L'UNSA-RATP en son nom propre, va entamer l'ensemble des démarches juridiques pour que vérité soit faite et apportera son soutien aux victimes qui le désireraient.

C'est donc avec détermination et sans aucune crainte que **l'UNSA-RATP** réclame une transparence totale et une justice impartiale. »

L'UNSA-RATP

Le **Service Public**
au **coeur**

UNSA
éducation